

Appui à la recherche et à l'information

Allaya M.

Etat de l'agriculture en Méditerranée : les politiques agricoles et alimentaires

Montpellier : CIHEAM

Cahiers Options Méditerranéennes; n. 1(4)

1993

pages 105-107

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=93400042>

To cite this article / Pour citer cet article

Allaya M. **Appui à la recherche et à l'information**. *Etat de l'agriculture en Méditerranée : les politiques agricoles et alimentaires*. Montpellier : CIHEAM, 1993. p. 105-107 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 1(4))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Appui à la recherche et à l'information

Mahmoud Allaya

CIHEAM-Institut Agronomique de Montpellier (France)

Je vais essayer de synthétiser rapidement les idées qui ont été exposées dans le groupe de travail. J'avoue qu'il y a eu beaucoup d'idées. Je vais peut-être être réducteur mais je demanderais aux collègues de compléter. On a parlé des questions relatives à l'appui à la recherche mais aussi aux systèmes d'information ; l'information étant au centre de toutes ces questions de recherche, de formation et de décision. On est parti de l'idée évoquée à plusieurs reprises, ici, que les économies des pays méditerranéens évoluent de la régulation administrée, pour certains d'entre eux en tout cas, notamment les pays du Sud, vers une plus grande régulation par le marché. Donc, le rôle croissant du marché – au niveau des économies mais aussi au niveau mondial – est important dans les changements qu'on constate et à partir desquels s'orientent les choix de priorité pour la recherche ou pour l'information. Encore faut-il ajouter que le marché ne régule pas tout, il y a un certain nombre de problèmes qui restent en dehors du marché et qui sont très importants pour la politique agricole : les questions de revenus des agriculteurs, les revenus totaux tirés de l'agriculture, les problèmes de disparité régionale, d'espace, d'environnement, etc. La présentation sera axée autour de cette idée de présence croissante de la régulation par le marché mais elle n'est pas la seule.

Principaux domaines d'information, de formation et de recherche

Les principaux domaines d'information, qui sont aussi des domaines de recherche et de formation, peuvent être regroupés comme suit :

1► Les politiques macro-économiques et leurs impacts. A la fois impact économique et impact social, ce qui demande une information sur les comptes nationaux, sur les matrices de comptes sociaux pour avoir au moins une information de base au niveau national, les politiques macro-économiques et leurs effets. Outre l'information sur les

marchés extérieurs pour les opérateurs, il y a les informations sur les prix aux frontières, sur les prix de marché, sur les filières de prix, sur la concurrence, la compétitivité, etc.

2► Les filières et marchés. C'est l'analyse interne plus ou moins fine des filières, de la demande, des réactions de la demande à la fois aux variations de revenus, aux variations de prix, l'analyse des budgets des ménages, la méso-analyse, l'analyse au niveau des régions, toute une série de questions sur les stratégies et comportements des opérateurs et la connaissance des problèmes au niveau des filières de façon suivie et continue.

3► Un autre chapitre qui doit être documenté, informé convenablement pour la prise des décisions, concerne le volet **performances de l'agriculture** avec toute l'analyse de l'offre, des structures de coûts de production, des systèmes de production régionaux, des choix technologiques, des budgets et des comportements des producteurs.

4► Au-delà des opérateurs de l'agriculture et des ménages, il y a également **les comportements des opérateurs économiques dans les autres secteurs** que l'on doit pouvoir analyser.

Pour résumer les principales questions liées aux systèmes d'information dans ces domaines, on peut retenir les points suivants :

1► La question relative aux sources d'information. On a parlé de dissymétrie entre les pays du Nord et du Sud, cela se retrouve en matière d'information. Dans beaucoup de pays, il y a une grande variabilité des données selon les sources d'information. Si l'on prend par exemple la production de blé ou le nombre d'agriculteurs ou les surfaces cultivées, les données peuvent parfois varier du simple au double selon la source, d'où la nécessité d'un travail de vérification de fiabilité et de cohérence, etc.

2► Les méthodes de collecte. Par qui est collectée l'information ? Jusque-là, c'est essentiellement l'Etat qui avait l'information, qui l'utilisait et en assurait la diffusion. Mais, de plus en plus, le développement de la régulation par le marché va amener le développement de l'information elle-même par d'autres opérateurs ; la collecte et la diffusion de l'information sera de plus en plus décentralisée. Cette évolution constitue un progrès qui introduira davantage d'objectivité et de transparence.

3► La mobilisation de l'information disponible. Il arrive souvent que les analystes regrettent le manque d'information sur telle ou telle question ; il faut se rendre à l'évidence et considérer que les politiques agricoles fonctionnent avec les informations disponibles dans leur état. Il convient donc de mobiliser ce qui existe et de travailler à l'amélioration du système d'information dans une phase ultérieure. Le travail qui consiste à traiter l'information existante, à la mettre en cohérence, à choisir les informations pertinentes et les bons indicateurs, est souvent très utile. Il contribue à rendre l'analyse mieux documentée et permet une meilleure préparation des décisions.

4► La diffusion de l'information. Souvent, l'information reste dans les tiroirs. La diffusion de l'information est capitale pour une meilleure compréhension de ce qui existe, pour l'objectivité de la discussion et la confrontation des idées.

C'est une remarque générale concernant un travail très important et très vaste, qui se situe au niveau des responsables dans chaque pays.

Le CIHEAM peut contribuer à cette tâche en facilitant la transmission et la circulation de l'information, car il y a encore beaucoup de chercheurs, d'enseignants et d'analystes qui ont des difficultés à accéder à l'information.

5► L'analyse et l'interprétation de l'information. A ce niveau se posent les questions de choix de méthodologies, de formation à ces méthodologies et de développement, d'applications appropriées dans le contexte des pays méditerranéens.

Il existe plusieurs méthodes d'analyse bien souvent complémentaires et non alternatives comme on a tendance à les considérer. Citons les méthodes empiriques, les méthodes qualitatives, les analyses quantitatives, les analyses de type explicatif et celles de type prospectif pour expliquer le passé ou caractériser ce qui pourrait se passer suite à la mise en œuvre des différentes politiques.

Les analyses comparées ont également une portée illustrative et de conviction qui est importante lorsqu'on a deux économies qui ont le même contexte, des caractéristiques semblables, mais qui évoluent avec des performances très différentes. Cela interpelle les décideurs, d'où l'importance de procéder à des analyses comparées. Le CIHEAM réalise ce type d'analyses et pourrait développer cet axe d'activités.

Ensuite il y a des analyses de type évaluatif, il s'agit d'évaluer avec des critères ou des méthodes *ad hoc* les politiques à différents niveaux.

Recommandations

Concernant les propositions concrètes d'actions pour le CIHEAM, on peut les grouper dans deux catégories :

1► La première catégorie concerne la réalisation de rapports et de publications périodiques qui devraient s'inscrire dans un programme régulier. J'insiste sur la régularité parce qu'elle inscrit l'activité dans le temps, elle fait connaître l'institution, elle permet des améliorations périodiques et, petit à petit, les partenaires s'habituent à cette régularité et savent que telle publication va leur apporter certaines informations ou analyses qu'ils attendent.

On peut dans ce contexte imaginer trois types de publications périodiques :

a) **Une publication périodique d'information** qui décrit ce qui se passe en matière de politiques agricoles et alimentaires en Méditerranée ; elle donnerait une information factuelle, une sorte d'état de la politique agricole dans les pays méditerranéens, en décrivant les faits, en comparant ce qui a été annoncé et ce qui a été réalisé, périodiquement. Cette publication pourrait être annuelle pour des raisons de commodité (c'est une question de moyens, d'organisation).

b) **Une publication périodique de données pertinentes** sur les politiques agricoles et alimentaires. Se pose le problème du choix des données pertinentes, des premiers traitements à faire ; il s'agit de choisir des indicateurs tels que les indicateurs de protection aux frontières, d'avantages comparatifs, d'équivalent subvention à la consommation ou à la production, ainsi que des informations de base permettant de comparer les performances des agricultures. Ces publications de données serviraient à appuyer le travail de nombreuses équipes de recherche.

Notre travail en tant que chercheurs du CIHEAM avec les équipes associées serait de développer petit à petit ces centres de ressources, et de former à terme un véritable réseau de chercheurs qui anticiperaient un peu les nouvelles problématiques de politiques agricoles et alimentaires et les types d'informations qui accompagnent ces problématiques. Au fil du temps, les indicateurs changent, de nouvelles informations doivent être élaborées, rendues disponibles, diffusées, préparées, traitées, etc.

- c) Enfin **la publication de rapports périodiques sur les politiques agricoles et alimentaires en Méditerranée**. En effet, il ne suffit pas de diffuser de l'information, il faut aussi les interpréter et les analyser dans le cadre de ces rapports. Ces rapports concerneraient la Méditerranée dans son ensemble ou seulement un groupe de pays, ou un problème particulier parmi la liste des problèmes évoqués ci-dessus.

La diffusion de ces rapports d'analyse devra être la plus large possible pour toucher, au-delà de la sphère des chercheurs et des universitaires, un certain nombre de décideurs et d'opérateurs concernés dans l'agriculture, dans l'agro-alimentaire et dans les autres secteurs économiques. En effet, beaucoup d'observateurs et d'analystes hors du secteur agro-alimentaire sont intéressés par les politiques agricoles et alimentaires.

- 2► La deuxième catégorie de recommandations se rapporte à **l'animation d'un réseau de recherche sur les politiques agricoles et alimentaires**, avec un appui méthodologique. C'est surtout au niveau méthodologique que l'apport du CIHEAM pourrait être très positif. On pourrait commencer par apporter un appui à la formation sur les méthodes quantitatives d'analyse des politiques agricoles et alimentaires. Il y a en effet un manque important en ce

domaine malgré la diversité des situations, notamment dans les pays du Sud.

En conclusion, nous pensons que l'image du CIHEAM serait grandie par la réalisation de ces trois types de publications, si elles étaient assurées de façon régulière et périodique.

- La première publication, c'est en sorte « ...Flash Méditerranée » à base d'informations collectées avec citations des sources. La responsabilité se limite au choix des informations. Et ce n'est pas plus dangereux que de dire que le prix du vin a chuté, le prix de l'huile d'olive n'est plus réglementé à tel endroit. Je crois que c'est important d'informer les gens qui se trouvent en Méditerranée sur les questions des politiques agricoles méditerranéennes et nous pouvons faire cela.

- La deuxième publication, c'est un peu plus engageant. J'ai fait, personnellement et avec d'autres, MEDAGRI : c'est MEDAGRI amélioré, avec un certain nombre d'indicateurs que nous considérons comme pertinents et que nous calculons, que nous mettons à la disposition des chercheurs ; et nous ramassons, nous diffusons l'information de données parce que nous avons les moyens de le faire, de calculer, de mettre à jour, etc.

- La troisième publication, encore plus engageante parce qu'il y a un rapport d'interprétation, ce serait le rapport sur le développement de l'agriculture dans certains pays méditerranéens : le développement de l'agriculture irriguée, de l'agriculture céréalière, ce que nous faisons déjà, ou le développement de l'agriculture au Maghreb.

Ce rapport serait fait par le CIHEAM et ses associés, ses partenaires, au Sud, au Nord, et dans le monde. Il appartient au CIHEAM de mobiliser les partenaires, de les intéresser, et ils sont prêts à coopérer avec nous.

